

M. Coates: Exact; c'est le serpent qui se mord la queue. Chaque fois que nous ouvrons un journal, nous constatons une hausse de l'inflation. Elle a augmenté de 1.5 p. 100 le mois dernier. Songeons à ce qu'elle sera le mois prochain, où nous n'aurons pas seulement à subir ses effets habituels, mais où il nous faudra en plus payer la taxe de 10c. par gallon d'essence et envisager encore de nouvelles taxes sur l'essence et sur le fuel domestique l'hiver prochain. Nous risquons de nous retrouver avec un coût de vie égal à celui du Royaume-Uni, où le gouvernement travailliste s'est maintenant trouvé obligé de supprimer les anciennes taxes et d'imposer quelque chose que mon parti a proposé d'imposer lors de la dernière campagne électorale, et qui sera la seule façon de résoudre nos problèmes actuels qui ont été fomentés par le gouvernement actuel.

Une voix: Vous avez vraiment convaincu le pays.

M. Coates: Nous n'avons pas emballé le pays, mais je vous affirme que si vous vous adressiez aux Canadiens, vous ne les emballeriez pas non plus. En fait, si vous vous présentiez devant la nation avec ce budget, vous en reviendriez avec un quarteron et vous pourriez vous estimer heureux.

Ce qu'il y a de malheureux et d'absurde avec ce gouvernement, c'est qu'il n'a fait qu'aggraver ce que nous essayons de résorber, c'est-à-dire l'inflation et le chômage. Ce qui m'inquiète véritablement, c'est que, pendant que certains de ces beaux esprits là-bas espèrent pouvoir embarquer sur le char des États-Unis lorsqu'ils sortiront de la récession et de nous sortir ainsi de notre propre récession, ce qui n'est pas évident pour l'instant, même à la lecture des beaux articles de certains de nos économistes à l'optimisme béat, nous avons au moins la garantie qu'avec ce bill nous demeurerons plongés dans cette récession pendant plus longtemps que nous ne l'aurions été si le gouvernement avait continué à ne rien faire comme c'était le cas depuis le 8 juillet 1974. On avait besoin de n'importe quoi sauf d'un pareil budget. Dommage que le ministre des Finances n'ait pas entrepris un autre voyage autour du monde au lieu de s'arrêter ici et de présenter un budget favorable à l'inflation et au chômage.

Aujourd'hui, j'ai entendu le député de Cape Breton-The Sydneys (M. Muir) parler de la situation du chômage dans sa circonscription alors que près du quart des ouvriers de l'aciérie de Sydney ont été mis à pied, que la Campbell Motor Industries a annoncé la fermeture de son établissement et alors qu'il y a quelques mois à peine, 1,000 employés ont perdu leur emploi par suite de la fermeture d'une fabrique d'instruments. Je comprends l'attitude de ce député quand il affirme que nous sommes au milieu d'une crise libérale.

Qu'importe comment on l'appelle, c'est ce qui se passe actuellement dans ma circonscription. Il n'était pas nécessaire que j'écoute parler ce député pour comprendre ce qui se passe dans ma circonscription. Une industrie qui a entretenu de bonnes relations avec ses employés depuis 125 ans et n'a jamais connu une grève, doit maintenant envisager cette possibilité car ses employés ne peuvent décider ce qui constituerait un contrat acceptable, compte tenu des pressions inflationnistes que le gouvernement n'a pas entrepris d'atténuer. L'entreprise elle-même ne peut décider ce qu'elle peut offrir en salaire parce qu'elle

redoute la même chose. Ainsi, pour la première fois en 125 ans, une entreprise est menacée d'une grève et tout indique que celle-ci sera longue parce que la société offre une hausse salariale de 30 p. 100 répartie sur deux ans alors que les employés réclament 70 p. 100. Cela indique jusqu'à quel point ils considèrent l'inflation comme une menace grave.

Cela indique comment elle affecte les contrats à long terme et la valeur du dollar. Il existe dans ma circonscription une entreprise assez nouvelle et très prospère appelée Areovox qui a dû mettre à pied tous ses employés pendant un mois. L'établissement avait été fermé. Une autre société, l'une des plus dignes de confiance de notre pays, la Northern Electric, qui exploite également dans ma circonscription, a dû réduire ses activités et renvoyer le plus grand nombre possible de ses employés. Je n'ai pas à vous dire ce qu'il est advenu de ces deux compagnies. Toutes les deux ont procédé à d'importantes mises à pied et cela, à cause du ministre des Finances.

• (1710)

M. Alexander: Je me demande s'il le sait.

M. Coates: Il y en a une autre à Springhill, localité qui avait déjà eu assez de malchance sans ces politiques financières du gouvernement. Je veux parler de la Buckingham Mills. Heureusement, nous avons un ministre de l'Expansion économique régionale (M. Jamieson) très dynamique qui fait de son mieux pour installer une autre compagnie dans cette usine et j'espère qu'il réussira. Mais pour l'instant, à Springhill, nous nous retrouvons avec très peu d'industries. Tout ce que nous avons, c'est un établissement de détention construit par le gouvernement précédent. C'était pour la viabilité économique de la ville, mais en même temps, à cause du solliciteur général actuel (M. Allmand), nous ne sommes jamais vraiment sûrs d'avoir plus de détenus à l'intérieur qu'en liberté à l'extérieur.

Il est toujours assez difficile de vivre dans les Maritimes, surtout quand le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour qu'il y ait plus de chômeurs et d'assistés sociaux que d'ouvriers travaillant dans les usines de la région dans l'intérêt du pays. D'ailleurs, s'il l'avait voulu, le gouvernement aurait pu instaurer des politiques dont auraient profité non seulement la région, mais tout le pays. Un ancien ministre des Finances, M. Walter Gordon, a fait une étude approfondie de notre région et a dit qu'on devrait mettre les gens dans des wagons—je ne sais pas s'il n'a pas dit dans des wagons de marchandises—et les expédier ailleurs avec un billet aller simple. Ce qu'il y a de triste, c'est qu'à l'heure actuelle, si les gens doivent aller chercher du travail avec seulement un aller simple, je ne sais pas où ils devront aller, car la situation est assez difficile un peu partout au pays et ne va pas s'améliorer. Et certainement pas grâce à cette taxe d'accise de 10 cents le gallon d'essence.

Des voix: Bravo!

M. Coates: Je ne sais pas ce que nous pouvons faire. Nous sommes liés à ce gouvernement pour trois ans encore, et nous n'y pouvons pas grand-chose. Le gouvernement se comporte de façon dictatoriale. Je pense que ce qu'il nous faudrait maintenant, c'est une élection générale.